

---

# NEWSLETTER N°1 - ARCEAU

---

## Sommaire

- Le mot du Président (Jean-Claude Deutsch)
- Point d'étape sur les groupes de travail thématiques
- Actualités
- Agenda



## Le mot du Président

Je ne dérogerai pas à la règle qui veut qu'à l'occasion de l'anniversaire d'une organisation, on fasse le bilan de ce qui s'est passé durant l'année. L'assemblée générale constitutive d'ARCEAU-IdF a en effet eu lieu le 16 avril 2013, et certains d'entre vous s'interrogent probablement sur les actions entreprises depuis. Deux objectifs ont guidé les décisions du bureau pendant cette période. D'une part, asseoir le fonctionnement de l'association ; d'autre part, commencer les actions destinées à

atteindre le but de notre organisation, c'est à dire créer un réseau de chercheurs, de praticiens de terrain et d'élus dans le domaine de l'eau en région Ile de France, afin que chacun de ces acteurs en tire profit dans le cadre de ses activités.

Sur le premier point, les diverses instances de l'association ont été mises en route, une directrice a été embauchée, et les conventions avec les membres fondateurs ont été signées. Nous nous sommes posés la question des dispositifs d'information des membres, et cette newsletter est un commencement de réponse. Il reste à mettre en place le site internet, et j'ai bon espoir que ce sera fait début juin.

Sur le second point, un séminaire de lancement de l'association s'est tenu le 4 juillet 2013. En parallèle, plusieurs groupes de travail ont commencé à fonctionner et donner des résultats concrets. Par ailleurs, nous avons entrepris l'organisation d'une conférence internationale sur le thème « Eau et Mégapoles », qui pourrait avoir lieu à la fin de l'année 2015. Enfin, l'association a été sollicitée pour participer à la réponse d'appel d'offres de recherche, en tant qu'organisme de valorisation et dissémination des résultats.

Si ce bilan peut être considéré comme relativement satisfaisant, il n'inscrit cependant pas encore l'association de manière durable dans le panorama des acteurs franciliens de l'eau. De fait, le contexte dans lequel nous menons nos actions comporte aussi bien des opportunités que des

évolutions moins favorables. Certes, de plus en plus de projets de recherche, que ce soit au niveau national ou international, comptent obligatoirement une partie qui concerne la valorisation des résultats. Certes, on entend le discours récurrent de nos hommes et femmes politiques sur l'importance de la recherche et de l'innovation. Mais la crise est aussi présente et va toucher, pour autant que les informations des médias soient fiables, les collectivités territoriales. Sur le territoire de l'agglomération parisienne, il existe aujourd'hui un flou sur la manière dont l'organisation institutionnelle va évoluer avec la création du Grand Paris. Deux éléments qui entraînent déjà, et vont sûrement accentuer, des positionnements prudents des organismes ayant vocation à nous soutenir. D'autant plus que les élus qui ont largement appuyé l'initiative de l'association ont disparu de notre horizon, pour diverses raisons. Enfin, sur un tout autre plan, le nombre de chercheurs participant à nos activités est encore trop restreint.

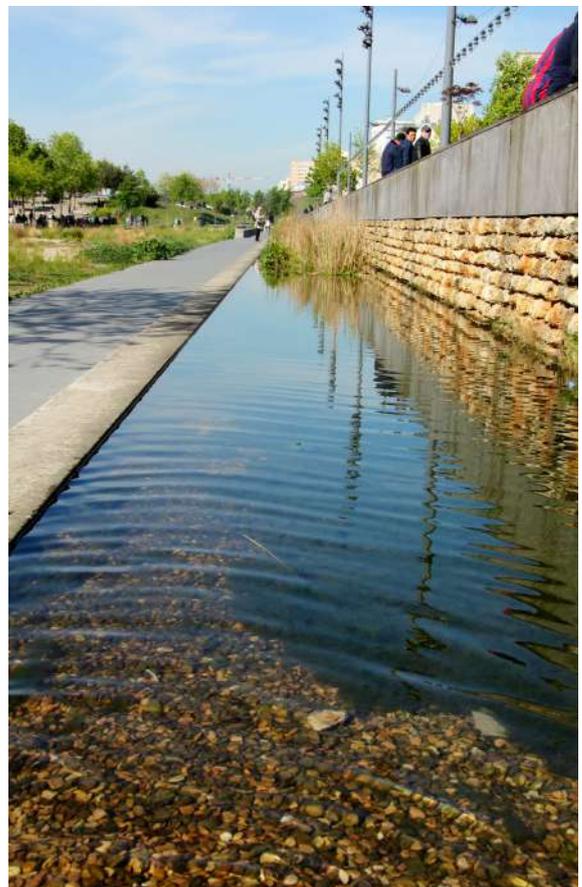
Sans verser dans l'approche classique : thèse, antithèse, synthèse, je crois que l'on peut néanmoins terminer sur une note positive. L'association correspond à un véritable besoin, la fréquentation des groupes de travail et l'investissement des participants en atteste, des personnes remarquables de toutes cultures professionnelles et formations se sont engagées dans les actions, je les en remercie ici, et une dynamique a été enclenchée qui n'est pas prête de s'arrêter.

## Point d'étape sur les groupes de travail thématiques

Les groupes de travail d'ARCEAU avancent chacun à leur rythme et s'attèlent à produire de la connaissance et du débat sur les thèmes choisis. La diversité des participants encourage une pluralité d'approches : chaque collectif progresse en s'appuyant sur des outils ou méthodes privilégiés. Point d'étape sur les réalisations en cours et leurs premières réflexions.

### GTT 1 « Petites rivières urbaines » : vers un regard plus « social » sur les projets de restauration des cours d'eau ?

Le Groupe de Travail sur les petites rivières urbaines franciliennes se penche sur les caractéristiques spécifiques de ces cours d'eau (des variations qui n'ont rien de naturel, une hydraulique sous contrôle, la dualité de la trame urbaine et de la trame écologique...), les questions particulières qu'ils soulèvent (différence entre une rivière ré-ouverte et un canal, valeurs données à la rivière ...), et les enjeux d'aménagement relatifs à l'intégration de ces cours d'eau dans le quartier (place des priorités environnementales, articulation avec les Trames Verte et Bleue). Le collectif poursuit sa réflexion au croisement de deux constats. D'une part, l'engagement des collectivités dans des opérations d'aménagement (restauration, réhabilitation, renaturation, récréation)



qui prennent la rivière pour support. D'autre part, un manque d'information et de retour d'expérience sur ces initiatives de revalorisation des cours d'eau urbains et périurbains. Le besoin de connaissance concerne particulièrement les critères qui fondent, pour les habitants, un cours d'eau urbain de qualité, et les arguments sociaux et politiques (pas seulement écologiques) permettant de poursuivre les opérations engagées. Pour répondre à ces questions, le groupe propose des séances d'information et d'échange, ouvertes à tous les membres d'ARCEAU et aux personnes désireuses de rejoindre l'association, construites autour d'interventions aussi bien de gestionnaires que de chercheurs. Les premières conclusions soulignent les écarts manifestes entre les études scientifiques souvent centrées sur une approche « écologico-centrée » des cours d'eau, quand les gestionnaires de l'action publiques conduisent des réflexions beaucoup plus larges qui intègrent opportunité d'aménagement, amélioration du cadre de vie, usages des riverains, conduisant à une conception spécifique de la « nature en ville ».

## **GTT 2 « Normes et usages » : « Qui » produit les règles ? Comprendre, expliquer et relativiser**

Les premières séances du groupe Normes et usages confirment le besoin de discussion et de médiation autour d'enjeux complexes à appréhender et maîtriser. Le renouvellement des participants a favorisé un brainstorming particulièrement riche qui a d'abord exploré, là encore, la polysémie des termes (ici : normes et usages) et la diversité des approches, qui font coexister plusieurs définitions. C'est l'acception la plus large du terme qui est pour le moment retenue, englobant aussi bien la norme réglementaire que la règle subjective de l'usager, qui se fixe sa propre ligne de conduite. Le groupe interroge notamment l'articulation voire la contradiction existant entre les deux et tente d'en comprendre les ressorts.

Les échanges ont aussi permis de soulever de premiers paradoxes. On peut noter à titre d'exemple les ambiguïtés de la pédagogie : plus d'explications sur la norme ne favorise pas automatiquement son application (les citoyens, une fois détenteurs de ces clés de lectures, se trouvent aussi en position de la critiquer ou de s'y opposer), ou encore l'autorité des règles édictées au niveau central : leur légitimité ne va pas de soi et les collectivités sont aussi en position de proposer des normes territorialisées vécues comme plus « justes ». Le groupe s'est à ce propos

interrogé sur l'opportunité d'encourager ces formes de contre-pouvoir, les collectivités s'apparentant alors à des territoires d'expérimentation. Le foisonnement d'idées des premières rencontres doit éviter le risque de dispersion, l'objectif est maintenant de définir des problématiques prioritaires et des outils méthodologiques en lien, qui orienteront les productions du groupe. Les pistes envisagées concernent la qualité des eaux de baignade et la réglementation entourant la gestion alternative des eaux pluviales. Les « producteurs » de normes, à toutes les échelles, sont aussi au centre des réflexions.



### **GTT3 « Gouvernance et participation » : les dilemmes de la participation, pourquoi, comment, avec quelle plus-value pour la gouvernance ?**

C'est bientôt la quatrième rencontre autour de la gouvernance et de la participation du public dans le domaine de l'eau ! Trois séances, réunissant chaque fois une quinzaine de participants dont des associations d'usagers et des élus, ont permis de poser les bases des questions sur lesquelles le groupe de travail se propose de travailler. Comment articuler les politiques de gestion de l'eau aux différentes échelles ? Quelle place donner à l'utilisateur ? Quelle préfiguration du « Grand Paris de l'eau » ? Jusqu'à présent, chaque séance s'est organisée en deux temps.



*R. Quillien (CG 93) et J.-C. Deutsch (ARCEAU)*

Un premier moment est consacré aux retours d'expériences de participation du public, dans le but d'identifier les dispositifs pertinents mais aussi ceux qui le sont moins.

Ces échanges libres ont confirmé le fait que les démarches de consultation ou de concertation sont encore mal maîtrisées, qu'il s'agisse de construire et diffuser un questionnaire ou de mobiliser les usagers à l'occasion de réunions publiques. Les tours de tables successifs font apparaître un besoin manifeste de compréhension et d'outils en la matière. La « parole » des citoyens est aussi au cœur des discussions : quelles approches préférer pour saisir aux plus près leurs visions de l'eau et leurs revendications ? Comment les mobiliser sans imposer une vision pré-construite des problèmes « légitimes » ? La seconde partie des séances de travail est consacrée à l'organisation d'un séminaire de deux jours, prévu en novembre prochain, sur le thème « Gouvernance et participation en région Ile-de-France : que peut apporter la recherche ? ». L'idée est de favoriser, au sein du réseau ARCEAU, l'acquisition d'une

culture commune autour des notions de gouvernance et de participation. Le séminaire sera aussi l'occasion d'interroger l'articulation entre les deux (qui demeure flou), tant à l'aide d'un cadrage théorique assuré par des chercheurs qu'en s'appuyant sur des témoignages de praticiens. Des ateliers et une table ronde prolongeront les débats amorcés par le groupe de travail et devront permettre d'avancer sur la formulation des problèmes comme des solutions.

### **GTT 4 - Coordination des services urbains : le « casse-tête » de l'évaluation dans la gestion des eaux pluviales**

La gestion des eaux pluviales et la mise en place de techniques alternatives font appel au concours d'acteurs très diversifiés. Les clés de la réussite nécessitent de partager une culture commune, de savoir travailler ensemble, de proposer des projets techniquement, économiquement et écologiquement raisonnables, de savoir répondre à un besoin sociétal... en somme, de concilier gouvernance et développement durable. Afin de comprendre dans le détail tous les mécanismes qui entrent en jeu pour la prise en compte d'une solution pérenne de gestion des eaux pluviales dans l'élaboration d'un projet d'aménagement, le groupe a choisi de limiter son terrain d'étude à l'agglomération parisienne et de s'intéresser aux aménagements d'envergure de type ZAC. Les discussions ont rapidement fait apparaître que même les projets présentés comme « exemplaires » sont controversés et suscitent des jugements contradictoires, en fonction des acteurs engagés dans le processus, des objectifs poursuivis, des niveaux de gestion et des échelles de temps. Ce constat pose avec acuité le problème de l'évaluation des actions mises en place et la désignation des « bonnes pratiques » en la matière. Deux stages ont été lancés dans le but de bénéficier d'éléments concrets

pour faire avancer la réflexion. Ils devraient permettre d'éclairer des processus de décision parfois perçus comme « irrationnels ». Le premier stage (5 mois et demi, démarrage mi-avril) interroge la coordination inter-services en amont des opérations sur 4 projets franciliens. Le second (6 mois, débuté au 1er mars) consiste en une évaluation multi-critères de deux projets distincts de maîtrise des eaux urbaines, et devrait aboutir à une grille d'indicateurs utilisable pour des choix futurs. L'élaboration des sujets de stage a montré la difficulté des participants à définir ensemble et de manière consensuelle les termes et notions relatifs à la gestion des eaux pluviales. Cette dynamique illustre avec force la diversité des références et cultures professionnelles et la nécessité d'un dialogue à poursuivre.

## Actualités

### Première séance d'information proposée par le groupe « Petites rivières urbaines » le 10 avril : une analyse critique des démarches de restauration des cours d'eau urbains

ARCEAU a organisé sa première journée d'études ouverte à tous. Initiée par Catherine Carré, chercheuse en géographie, Ronan Quillien du CG 93 et Claire Beyeler du Syndicat Marne Vive, les responsables du groupe thématique « Petites Rivières urbaines », elle s'est tenue à l'Institut de Géographie le 10 avril dernier. Le programme de l'après-midi était fidèle aux orientations de l'association, croisant une présentation de chercheur à une intervention de praticien. Bertrand Morandi, doctorant à l'ENS-Lyon 2, a présenté « Une approche globale et critique de la restauration des rivières en France et à l'étranger », avant de laisser la parole à Manuel Pruvost-Bouvattier, du Département Environnement Urbain et Rural de l'IAU-ÎdF, qui a, lui, mis en perspective le « schéma environnemental des berges des voies navigables ».



B. Morandi



Une quarantaine de participants, issus de différentes collectivités franciliennes (dont le CG 93, le SMVB mais aussi le CG 94, particulièrement représenté) et des milieux de recherche (dont le LEESU, les Universités Paris 1 et Paris 7) ont réagi aux exposés des deux intervenants. Deux questions synthétisent la discussion : comment penser la plurifonctionnalité de ces espaces (berges et cours d'eau) en assurant à la fois les usages sociaux et la préservation des milieux ? Comment concilier investissement de ces lieux par les riverains et qualité écologique ? Il semble que les

bénéfices de ces opérations doivent être pensés à l'échelle du quartier, voire de la ville, en associant les habitants à l'évaluation et en les sensibilisant pour préserver les équilibres naturels de ces lieux.

## Conférence Eau et Mégapole : premiers pas dans l'organisation de cet événement d'envergure

L'association a décidé d'organiser une conférence internationale sur le thème « Eau et mégapoles », qui devrait se tenir fin 2015. Le groupe de travail en charge de la préparation de cet événement s'est réuni à de multiples reprises ces derniers mois pour définir le projet et décider des thèmes au centre de l'appel à communication lancé en juillet prochain. Conjointement, plusieurs partenariats ont été initiés, en particulier avec l'ASTEE, l'Académie de l'eau, le Partenariat français pour l'eau, l'AESN et l'ensemble des membres fondateurs. Le comité de pilotage est aussi en cours de constitution : en écho au projet de l'association, il se veut hybride et le plus ouvert possible. Il comprendra un collège de scientifiques, un collège d'opérationnels et un collège d'associations représentant la société civile. L'évènement entend proposer un format de communication et de débat un peu différent des conférences scientifiques traditionnelles, puisqu'une demi-journée sera consacrée au témoignage des grands élus métropolitains, et que les présentations croisées (scientifiques et opérationnels) seront largement favorisées.

## Une enquête pour recueillir les besoins de valorisation des recherches et progresser dans la médiation

L'association a décidé de lancer une étude, conduite en interne, sur les besoins des collectivités en termes de transfert des résultats scientifiques. L'une des activités essentielles d'ARCEAU a en effet trait à la valorisation des recherches : l'association doit favoriser l'utilité sociale des travaux menés, de sorte qu'ils entraînent le plus souvent possible des retombées opérationnelles effectives.

L'enquête a donc pour objectif la réalisation d'un état des lieux portant sur les attentes des collectivités dans ce domaine. Nous souhaitons partir d'un diagnostic de terrain qui s'appuie sur l'expérience des institutions, interrogées sur les succès et limites des dispositifs (au sens large) utilisés jusqu'à présent dans le cadre des collaborations entre chercheurs et services urbains (séminaires, journées techniques, diffusion de thèses, formations...). Nous consulterons également les chercheurs impliqués pour qu'ils nous fassent part de visions et de leurs idées. Ce diagnostic permettra à ARCEAU d'avancer dans l'élaboration d'outils sur-mesure. Il est en outre une façon de créer du dialogue entre l'association et ses membres, en discutant librement de leurs attentes.

Certains d'entre vous ont déjà été contactés, nous les remercions vivement de leur concours. Si certains d'entre vous sont intéressés par ces enjeux et l'échange proposé, n'hésitez pas à nous contacter !



## Et enfin...

- Le site de l'association est en cours de réalisation, il devrait être en ligne au plus tard début juin. Vous pourrez y trouver toutes les actualités de l'association mais également de son réseau, les productions des groupes de travail et une série d'informations utiles sur la gestion de l'eau dans la ville.
- Nous vous transmettrons très prochainement l'appel à cotisation pour l'année 2014, ARCEAU a en effet besoin de votre soutien pour mener à bien ses missions !

## Agenda : prochaines dates à retenir

La prochaine journée d'information du groupe « **Petites rivières urbaines** » aura lieu **le mardi 27 mai à 14h30**, sur le thème : "Quelles informations retirer de la gestion des lacs urbains pour celle des petites rivières ?". La séance reprendra le principe d'une présentation croisée, chercheurs et opérationnels, avec les interventions de Brigitte Vinçon-Leite et Véronica Mitroi, chercheuses au LEESU (Laboratoire Eau, environnement et systèmes urbains) et de Julie Sannier, chargée de mission biodiversité de la Communauté d'agglomération des lacs de l'Essonne.

RDV à l'Institut de géographie, Nouvel Amphi (Hall RDC) 191 rue Saint Jacques, 75005 Paris (métro RER B, Luxembourg, Metro ligne 4 Saint Michel).